

Bolivie : mandat d'arrêt contre l'ex-ministre d'hydrocarbures



La Paz, 24 novembre (RHC)- La justice de la Bolivie a émis un mandat d'arrêt contre l'ex-ministre d'Hydrocarbures, Víctor Hugo Zamora, pour un présumé usage indu d'influences, entre autres charges, a confirmé aujourd'hui une source officielle.

Le Commandant de la Police , le colonel Jhonny Aguilera, a déclaré que Zamora fait l'objet d'une enquête pour avoir supposément coordonné l'émission d'une résolution administrative dans la compagnie Gisements Pétrolifères Fiscaux Boliviens (YPFB) qui a permis des adjudications directes de biens et de services durant l'urgence sanitaire.

Aguilera a précisé qu'ils ont activé la recherche de l'ancien fonctionnaire car il avait une citation sans notifier et l'on n'a pu définir son sort ni dans le domicile déclaré ni dans deux autres logements dans le département de Tarija.

Zamora est accusé aussi de la paralysie de l'usine d'urée et d'ammoniaque à Bulo Bulo, à Cochabamba, qui a généré des pertes pour 24 millions de dollars.

Avec ce procès judiciaire, il y a au moins sept contre d'anciens ministres du gouvernement de facto dont l'ex-ministre de l'intérieur, Arturo Murillo et celui de la Défense Fernando López, qui a quitté le pays illégalement, pour la présumée destruction du livret militaire de l'ex-président Evo Morales, et pour l'achat irrégulier de gaz lacrymogènes.

La sortie illégale de Murillo vers le Panama et de López vers le Brésil, a entraîné l'arrestation de l'ex-directeur de Migraton Marcel Rivas et de trois autres fonctionnaires de Puerto Quijarro, Santa Cruz, qui font l'objet d'un procès judiciaire.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/240604-bolivie-mandat-darret-contre-lex-ministre-dhydrocarbures>



Radio Habana Cuba